



Conseil de sécurité

Distr. générale
25 juillet 2001

Original: français

Lettre datée du 23 juillet 2001, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Belgique auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de porter à votre attention les conclusions du Conseil des affaires générales de l'Union européenne sur la région des Grands Lacs, publiées le 16 juillet 2001 (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent de la Belgique
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(Signé) Jean **De Ruyt**

**Annexe à la lettre datée du 23 juillet 2001, adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
de la Belgique auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : anglais et français]

**Conclusions du Conseil des affaires générales
de l'Union européenne sur la région des Grands Lacs,
publiées le 16 juillet 2001**

En conformité avec la position commune sur la prévention, la gestion et le règlement des conflits en Afrique, adoptée le 14 mai, le Conseil des affaires générales s'est exprimé en faveur d'un rôle large, cohérent et coordonné de l'UE dans la région et s'est engagé à oeuvrer dans ce sens. La cohérence recherchée devrait porter notamment sur nos lectures politiques, nos actions diplomatiques et nos politiques d'aide et de coopération et devrait promouvoir une approche plus régionale des réponses apportées aux crises. Cette approche visera également à améliorer la coordination avec l'Organisation des Nations Unies et les institutions financières internationales.

Le Conseil a été informé du plan d'action belge pour la région des Grands Lacs.

En ce qui concerne l'évolution de la situation en République démocratique du Congo (RDC), le Conseil estime que la fenêtre d'opportunité qui s'est ouverte en début d'année reste présente en dépit des risques réels d'érosion de la situation. Le Conseil a convenu de maintenir une vigilance particulière sur les trois aspects essentiels du processus de Lusaka : le plan pour le désarmement, la démobilisation, le rapatriement et la réintégration, le retrait des troupes étrangères et le dialogue national. Le Conseil accueille favorablement la décision de la Commission d'apporter rapidement une aide d'urgence au profit de la population. Le Conseil a manifesté son intention de promouvoir une reprise graduelle et équilibrée de l'aide et de la coopération en RDC. Ce réengagement sera fonction des progrès accomplis dans la mise en oeuvre de l'Accord de Lusaka et des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité de l'ONU, ce qui implique principalement qu'il y ait une volonté de paix réelle et vérifiable entre les parties ainsi qu'un dialogue intercongolais opérationnel, avec des objectifs réalistes et un calendrier rapproché. À cet égard, il importe que la réunion du 20 août annoncée par le facilitateur, M. Ketumile Masire, ait lieu sans nouveau report. Le Conseil veillera dès lors à apporter l'appui de l'Union aux initiatives concernant le désarmement, la démobilisation, le rapatriement, la réintégration et le dialogue intercongolais sous la conduite du facilitateur.

Le Conseil a marqué sa préoccupation quant aux développements dans l'est de la République démocratique du Congo et recommandé au Représentant spécial de l'Union pour les Grands Lacs de lui faire rapport, d'encourager les contacts bilatéraux entre les chefs d'État de la région, de prendre contact avec le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies afin qu'il désigne une institution pilote pour la conception et la mise en oeuvre d'un plan de désarmement, de démobilisation, de rapatriement et de réintégration.

Quant au Burundi, le Conseil se félicite de l'annonce par le médiateur, Nelson Mandela, d'un accord sur la direction de la transition, qui pourrait permettre de sur-

surmonter l'impasse politique et d'assurer la mise en oeuvre de la transition. Le Conseil reste toutefois gravement préoccupé par la situation sécuritaire et humanitaire, qui se dégrade de manière inquiétante. L'Union rappelle que le Conseil de sécurité a mis en évidence la responsabilité des États de la région dans la crise burundaise et lance un appel pressant aux États de la région en vue d'user de leur influence sur tous les protagonistes du conflit. L'Union étudie les moyens d'accroître son assistance en expertise et moyens financiers aux efforts du médiateur, afin d'assurer un processus de négociation coordonné et continu avec les mouvements rebelles.

Le Conseil estime qu'il faut oeuvrer afin de permettre le rétablissement de l'état de droit dans le respect des principes de bonne gouvernance ainsi que la réhabilitation des structures sociales et économiques des pays de la région.

Les prochaines visites en République démocratique du Congo et dans la région du commissaire, M. Nielson, et du Secrétaire général/Haut Représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune, fourniront l'occasion de réaffirmer le ferme engagement de l'Union en faveur des processus de paix et sa solidarité avec les populations de la région si durement éprouvées.
